



Appel de l'intersyndicale de l'Ariège

La décision du Conseil constitutionnel approche...

LES 13 ET 14 AVRIL

**MONTRONS QUE NOUS SOMMES TOUJOURS
MOBILISÉS !**

RETRAIT DU PROJET DE LOI RETRAITE

Non à cette réforme injuste et brutale !

Non au recul de l'âge de départ à 64 ans

Non à l'augmentation de la durée de cotisation

LES RENDEZ-VOUS

JEUDI 13 AVRIL

OPÉRATION DE BLOCAGE LE MATIN

(CONTACTEZ VOS ORGANISATIONS SYNDICALES POUR PLUS DE PRÉCISIONS)

MANIFESTATION A 14H FOIX HAUT DE VILLOTE

VENDREDI 14 AVRIL

17H RASSEMBLEMENT A FOIX DEVANT LA PRÉFECTURE

SUIVI D'UNE SOIRÉE CONVIVIALE (MUSIQUE ET RESTAURATION)

SOUS LA HALLE VILLOTE A PARTIR DE 19H



L'intersyndicale, porteuse de revendications claires : pas de recul de l'âge de départ, pas d'allongement de la durée de cotisations, a été reçue hier par la Première ministre. La demande réitérée de retrait de la réforme s'est heurtée à un refus net de l'exécutif.

Pour l'intersyndicale, il s'agit là d'un déni et d'un mépris total du rejet massif porté par toutes nos organisations, par les travailleurs et travailleuses et par l'opinion publique. Pourtant, cette opposition largement majoritaire s'exprime dans le pays, depuis le 19 janvier, avec déjà 11 puissantes mobilisations à l'appel de toutes les organisations syndicales et de jeunesse, mais aussi au travers des actions et des grèves.

Aujourd'hui encore, ce sont près de 2 millions de travailleurs et travailleuses, jeunes et retraité.e.s. qui se sont mobilisés dans le calme et la détermination pour dénoncer cette réforme injustifiée, les régimes de retraite n'étant pas « au bord de la faillite » comme le prétend le gouvernement.

Le contexte est inédit. Dans ce climat de fortes tensions que l'on peut qualifier de grave crise démocratique et sociale, l'exécutif s'arc-boute et porte seul la responsabilité d'une situation explosive dans l'ensemble du pays.

Cette réforme est perçue, à juste titre, comme brutale et injuste par les travailleurs et travailleuses et la jeunesse qui ont tous et toutes bien compris qu'ils et elles devront travailler plus longtemps sans que jamais le patronat, ni les employeurs publics ne soient mis à contribution.

L'intersyndicale a soumis au Conseil constitutionnel, qui rendra sa décision le 14 avril, des argumentaires considérant que cette loi devrait être déclarée contraire à la Constitution.

L'intersyndicale appelle à une journée de mobilisations et de grève le 13 avril et soutient toutes les actions et initiatives intersyndicales de mobilisations, y compris le 14 avril, pour gagner le retrait de cette réforme.

Elle se réunira à l'issue de la décision du Conseil constitutionnel.

Paris, le 6 avril 2023

Pétition unitaire « Non à cette réforme injuste et brutale » : suivez le QR code

